

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2004 B 06718

Numéro SIREN : 479 766 800

Nom ou dénomination : CAPGEMINI CONSULTING

Ce dépôt a été enregistré le 03/05/2022 sous le numéro de dépôt 11260



61, rue Henri Regnault La Défense
92400 COURBEVOIE
France
Tél : +33 (0)1 49 97 60 00
Fax : +33 (0)1 49 97 60 01
www.mazars.fr

CAPGEMINI CONSULTING

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

CAPGEMINI CONSULTING

Société par actions simplifiée au capital social de 31 013 336 €

Siège social : 145-151 Quai du Président Roosevelt, 92130 Issy-Les-Moulineaux

R.C.S Nanterre 479 766 800

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'associé unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CAPGEMINI CONSULTING relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi

que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Les notes B.1 et B.3 de l'annexe présentant respectivement les règles et méthodes comptables relatives à la valeur d'inventaire des fonds commerciaux et des titres de participation. Nous avons vérifié le bien-fondé de l'approche retenue ainsi que la cohérence d'ensemble des hypothèses utilisées et des évaluations qui en résultent ;
- La note B.7 de l'annexe présentant la méthode de la comptabilisation du chiffre d'affaires, qui comprend des prestations au forfait.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus ainsi que les informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Fait à Paris La Défense, le 26 avril 2022

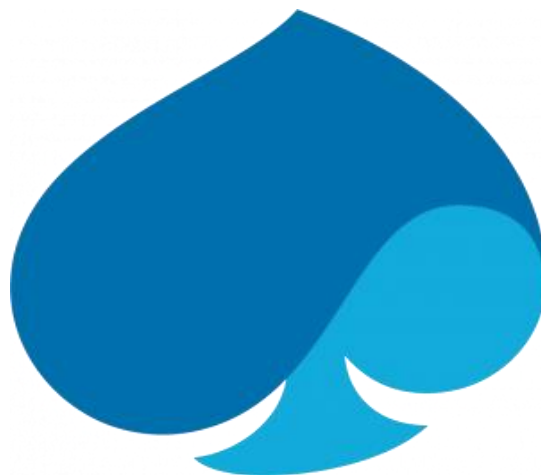
Anne-Laure ROUSSELOU
Associée

ETATS FINANCIERS AU 31 décembre 2021

CAPGEMINI CONSULTING SAS

Société par actions simplifiée

145 quai du Président Roosevelt 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX



Sommaire

Bilan - Actif.....	4
Bilan - Passif.....	5
Compte de résultat.....	6
Compte de résultat (suite).....	7
A. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE.....	8
B. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	9
B1. Immobilisations incorporelles	9
Fonds commerciaux et malis techniques sur actifs incorporels.....	9
Autres immobilisations incorporelles.....	9
Logiciels.....	9
B2. Immobilisations corporelles	10
B3. Immobilisations financières.....	10
B4. Créances et dettes.....	10
B5. Opérations en devises.....	10
B6. Provisions.....	10
B7. Reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts sur prestations.....	11
Prestations en régie.....	11
Prestations au forfait.....	11
B8. Engagements de retraite.....	11
B9. Crédit d'impôt Recherche.....	11
B10. Changement de méthode comptable.....	11
C. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF.....	12
C1. Immobilisations incorporelles et corporelles.....	12
C2. Amortissements.....	13
C3. Fonds commerciaux.....	14
C4. Malis techniques sur actifs incorporels.....	15
C5. Immobilisations financières.....	16
C6. Dépréciation des postes de l'actif.....	17
C7. Etats des échéances des créances.....	18
C8. Créances représentées par des effets de commerce.....	18
C9. Produits à recevoir.....	19
C10. Comptes de régularisation.....	20
Charges constatées d'avance.....	20
Ecart de conversion actif sur créances et dettes en monnaies étrangères.....	21
Ecart de conversion passif sur créances et dettes en monnaies étrangères.....	21
D. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF.....	22
D1. Tableau de variation des capitaux propres.....	22
D2. Tableau de variation des provisions.....	23
D3. Etats des échéances des dettes.....	24
D4. Charges à payer.....	25
D5. Comptes de régularisation.....	26
Produits constatés d'avance.....	26
Ecart de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères.....	26
E. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT.....	27
E1. Ventilation du chiffre d'affaires.....	27
E3. Résultat exceptionnel.....	28
E4. Impôt sur les bénéfices.....	29
Intégration fiscale.....	29

<u>Ventilation de l'Impôt sur les bénéfices.....</u>	<u>30</u>
<u>Incidence des évaluations fiscales dérogatoires.....</u>	<u>30</u>
<u>Variation de la dette future d'impôt.....</u>	<u>31</u>
<u>F. INFORMATIONS DIVERSES.....</u>	<u>32</u>
<u>F1. Effectifs moyens.....</u>	<u>32</u>
<u>F2. Identité de la société mère consolidante.....</u>	<u>33</u>
<u>F3. Engagements hors bilan.....</u>	<u>34</u>
<u>Engagements hors crédit-bail et engagements de location non résiliables.....</u>	<u>34</u>
<u>Crédit-bail et engagements de location non résiliables.....</u>	<u>35</u>
<u>F4. Liste des filiales et des participations.....</u>	<u>36</u>
<u>F5. Engagements sur le personnel.....</u>	<u>37</u>
<u>Engagements de retraite et assimilés.....</u>	<u>37</u>
<u>F6. Rémunération des organes de direction.....</u>	<u>38</u>
<u>F7. Information concernant les parties liées.....</u>	<u>39</u>
<u>G. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....</u>	<u>40</u>

Bilan - Actif

En Euros	31/12/2021			31/12/2020
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	92	92		
Fonds commercial	36 464		36 464	36 464
Autres immobilisations incorporelles	1 873		1 873	
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	38 428	92	38 336	36 464
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel				
Autres immobilisations corporelles	164	157	7	55
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	164	157	7	55
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	56 955		56 955	35 423
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	4 439		4 439	3 956
Autres immobilisations financières				
TOTAL immobilisations financières	61 394		61 394	39 379
Total Actif Immobilisé (II)	99 987	249	99 738	75 898
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services	19		19	39
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock	19		19	39
Avances et acomptes versés sur commandes	432		432	466
Clients et comptes rattachés	103 188	50	103 138	84 241
Autres créances	53 395		53 395	42 660
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	157 015	50	156 966	127 366
Valeurs mobilières de placement				
dont actions propres:				
Disponibilités	50		50	643
TOTAL Disponibilités	50		50	643
Charges constatées d'avance	36		36	94
Total Actif Circulant (III)	157 121	50	157 071	128 142
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Prime de remboursement des obligations (V)				
Ecarts de conversion actif (VI)	56		56	23
Total Général (I à VI)	257 164	298	256 866	204 062

Bilan - Passif

<i>En Euros</i>	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel dont versé : 30 778	30 778	30 778
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	5 680	5 680
Ecarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale	3 078	3 078
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées dont réserve des prov. fluctuation des cours :		
Autres réserves dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :		
TOTAL Réserves	3 078	3 078
Report à nouveau	16 213	21 978
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	26 142	14 202
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	81 891	75 716
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	2 406	2 396
Provisions pour charges	10 715	9 742
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	13 121	12 138
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers dont emprunts participatifs :	4 935	5 115
TOTAL Dettes financières	4 935	5 115
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	271	409
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31 574	27 281
Dettes fiscales et sociales	89 010	60 021
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 591	2 721
TOTAL Dettes d'exploitation	125 446	90 432
Produits constatés d'avance	31 464	20 585
TOTAL DETTES (IV)	161 844	116 132
Ecart de conversion Passif (V)	10	77
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	256 866	204 062

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2021			31/12/2020
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue biens				
Production vendue services	306 137	25 230	331 367	276 869
Chiffres d'affaires nets	306 137	25 230	331 367	276 869
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			2 356	1 339
Autres produits			5 613	1 920
Total des produits d'exploitation (I)			339 336	280 128
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			98 845	86 639
Impôts, taxes et versements assimilés			8 014	7 901
Salaires et traitements			125 976	105 173
Charges sociales			65 356	51 781
Dotations d'exploitation	Sur immobilisations	Dotations aux amortissements	49	49
		Dotations aux provisions		
	Sur actif circulant	Dotations aux provisions		
	Pour risques et charges	Dotations aux provisions	2 833	2 861
Autres charges			5 233	5 702
Total des charges d'exploitation (II)			306 306	260 105
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			33 030	20 023
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations			2 527	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			92	93
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			2 618	93
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			478	496
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			478	496
RÉSULTAT FINANCIER			2 141	(403)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			35 170	19 620

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		3
Total des produits exceptionnels (VII)		3
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	3
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total des charges exceptionnelles (VIII)	0	3
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	(0)	(0)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	4 138	2 696
Impôts sur les bénéfices (X)	4 890	2 722
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	341 954	280 225
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	315 812	266 023
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	26 142	14 202

A. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Les faits marquants concernant la société :

La Société a fait l'acquisition, en date du 2 novembre 2021, de la totalité des actions de la société FRENCH BUREAU, Société par Actions Simplifiée, au capital de 20 000 euros, dont le siège social est sis 17, rue Bouchardon (75010) Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 822 172 664.

Les faits marquants concernant sa / ses filiale(s)

La société Idean Capgemini Creative Studios France S.A.S., filiale à 100% de la Société, a fait l'objet d'une opération juridique de dissolution sans liquidation par décision de son associé unique en date du 26 novembre 2021, dissolution ayant entraîné la transmission universelle de son patrimoine à la Société en date du 1er janvier 2022. La société Idean Capgemini Creative Studios France S.A.S. a été radiée en date du 19/01/2022.

La société JUNE 21 S.A.S., filiale à 100% de la Société, a fait l'objet d'une opération juridique de dissolution sans liquidation par décision de son associé unique en date du 26 novembre 2021, dissolution ayant entraîné la transmission universelle de son patrimoine à la Société en date du 1er janvier 2022. La société JUNE 21 S.A.S. a été radiée en date du 19/01/2022.

B. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce, aux principes comptables généralement admis en France et au règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement desdits comptes annuels, et ce dans le respect du principe de prudence, de l'indépendance des exercices, et en présumant de la continuité de l'exploitation.

La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après :

B1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur valeur historique, et n'ont pas fait l'objet de réévaluation.

Fonds commerciaux et malis techniques sur actifs incorporels

Les malis techniques sur actifs incorporels s'élèvent à 1 873 milliers d'euros et sont constitués des éléments suivants:
- Mali de fusion FIVE BY FIVE (2021): 1 873 milliers d'euros

Restent comptabilisés dans le poste fonds commercial les éléments incorporels du fonds de commerce acquis qui ne font pas l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation séparées au bilan et qui concourent au maintien et au développement du potentiel d'activité de l'entité. Ces éléments ainsi que les malis techniques incorporels ont une durée d'utilisation non limitée.

La valeur d'utilité des immobilisations incorporelles est testée dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur, et au moins une fois par an en ce qui concerne le fonds commercial et le poste malis techniques sur actifs incorporels qui est lié au fonds commercial.

Les tests de valeur du fonds commercial et du poste malis techniques sur actifs incorporels consistent en l'évaluation de la valeur d'utilité de la société. L'évaluation de cette valeur d'utilité, s'appuyant sur la méthode des flux nets futurs de trésorerie actualisés, est effectuée sur la base de paramètres issus du processus budgétaire, du plan stratégique à 3 ans

Lorsque la valeur d'utilité de l'entité est inférieure à sa valeur nette comptable, la perte de valeur correspondante est affectée au poste fonds commercial et le cas échéant au poste malis techniques sur actifs incorporels (compris dans les Autres immobilisations incorporelles).

Autres immobilisations incorporelles

Il n'y a pas de droit au bail dans les comptes au 31 décembre 2021.

Les frais d'établissement sont amortis dans l'année, ou sur une période de 3 années.

Logiciels

Les licences et logiciels sont amortis sur des durées de 12 mois, 3 ou 5 ans.

B2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et ne font pas l'objet de réévaluation.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés dans leur coût d'entrée.

Les dotations aux amortissements sont calculées suivant le mode linéaire, fondé sur la durée de vie d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Des amortissements exceptionnels sont pratiqués dès lors que des immobilisations doivent être mises au rebut avant la fin du plan d'amortissement : ils permettent ainsi de ramener à zéro la valeur nette comptable de ces immobilisations.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

• Constructions	N/A
• Agencements et installations	5 à 10 ans
• Matériels divers	3 à 5 ans
• Matériel de bureau	5 à 10 ans
• Matériel informatique	3 à 5 ans
• Mobilier	5 à 10 ans

B3. Immobilisations financières

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence entre les deux. La valeur d'utilité est déterminée à partir des flux futurs de trésorerie actualisés, selon la méthode décrite précédemment (confère paragraphe 1 – Immobilisations incorporelles). Au cas particulier des titres de participation, la valeur d'utilité est corrigée de l'endettement net.

B4. Créances et dettes

Les créances correspondent à la juste valeur de la contrepartie à recevoir. En cas de différé de paiement au-delà des délais accordés habituellement par la société, et lorsque l'effet est significatif sur la détermination de la juste valeur, les paiements futurs font l'objet d'une actualisation.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

B5. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date de l'opération, ou au taux couvert lorsque des couvertures de change ont été mises en place.

Les dettes, créances et disponibilités en devises sont valorisées au bilan :

- soit au taux en vigueur à la date de clôture. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écarts de conversion. Les pertes latentes de change éventuelles donnent lieu à la comptabilisation d'une provision pour perte de change ;
- soit au taux couvert lorsque les opérations ont fait l'objet de couvertures de change.

B6. Provisions

Une provision est reconnue au bilan de clôture d'un exercice si et seulement s'il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

B7. Reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts sur prestations

La méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts est fonction de la nature des prestations:

Prestations en régie

Le chiffre d'affaires et les coûts des prestations en régie sont reconnus au fur et à mesure de la prestation.

Prestations au forfait

Le chiffre d'affaires sur prestations au forfait, qu'il s'agisse de contrats correspondant à la réalisation de prestations intellectuelles ou de systèmes intégrés, est reconnu au fur et à mesure de la réalisation de la prestation, selon la méthode « à l'avancement ». Les coûts des prestations au forfait sont reconnus lorsqu'ils sont encourus.

Lorsque le prix de revient prévisionnel d'un contrat est supérieur à son chiffre d'affaires, une perte à terminaison est constatée à hauteur de la différence.

Les prestations relatives à ces contrats figurent au bilan en créances clients ou factures à émettre, selon qu'elles ont été facturées ou non.

B8. Engagements de retraite

La valeur actuelle des engagements est calculée annuellement selon la méthode des unités de crédit projetées.

Elle est déterminée en actualisant les prestations futures attendues. Le taux d'actualisation retenu est calculé sur la base des obligations émises par les entreprises de première catégorie à une échéance comparable à la durée de l'engagement. Ce taux s'élève à 0,82% au 31 décembre 2021 (contre 0,40% au 31 décembre 2020).

Les hypothèses retenues dans le cadre de l'évaluation des engagements sont objectives et mutuellement compatibles. Elles tiennent compte de la loi du 9 novembre 2010 portant sur la réforme des retraites.

Ainsi que le permet la recommandation ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013 (abrogeant la recommandation CNC n°2003-R.01), les écarts actuariels résultant de changements d'hypothèses actuarielles ou de différences entre les hypothèses actuarielles retenues et l'expérience sont amortis selon la méthode du corridor, sur la durée de vie active moyenne résiduelle dans l'entreprise attendue des membres du personnel bénéficiant du régime, pour la fraction excédant 10% de la valeur actuelle des engagements. De la même manière, les coûts des services passés résultant de changements de régime sont comptabilisés en résultat de manière étalée, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel.

B9. Crédit d'impôt Recherche

La société mène des activités de recherche. Elle bénéficie à ce titre du dispositif relatif au Crédit d'Impôt Recherche, qu'elle comptabilise en diminution de l'impôt sur les sociétés.

B10. Changement de méthode comptable

La société n'a procédé à aucun changement de méthode comptable sur l'exercice clos le 31 décembre 2021.

C. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

C1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Montants exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2020	Fusions et apports partiels d'actif	Acquisitions	Diminutions	Au 31/12/2021
Frais d'établissement et de développement (I)					
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	36 540	1 888			38 428
Total immobilisations incorporelles	36 540	1 888			38 428
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements...					
Installations générales et agencements					
Installations techniques, matériels et outillages					
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier	146	18			164
Emballages récupérables et divers	0				0
Immobilisations corporelles en cours					
Total immobilisations corporelles	146	18			164
Acomptes					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	36 686	1 906			38 592

C2. Amortissements

Montants exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2020	Fusions et apports partiels d'actifs	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2021
Frais d'établissement et de développement					
Autres postes d'immobilisations incorporelles	77	10			86
Total amortissements sur immobilisations incorporelles	77	10			86
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions, Installations générales, agencements					
Installations techniques, matériels et outillages					
Installations générales, agencements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique et mobilier	92	16	49		157
Emballages récupérables et divers					
Total amortissements sur immobilisations corporelles	92	16	49		157
TOTAL	168	26	49		243

C3. Fonds commerciaux

Montants exprimés en milliers d'euros						
Date	Elément	Achetés	Reçus en apport	Total	Dépréc.	Valeur nette comptable
	Apport Ernst & Young		12 420	12 420		12 420
	Apport clientèle Gemini Consulting		24 044	24 044		24 044
TOTAL DES FONDS COMMERCIAUX				36 464		36 464

C4. Malis techniques sur actifs incorporels

Montants exprimés en milliers d'euros						
Date	Elément	Achetés	Reçus en apport	Total	Dépréc.	Valeur nette comptable
31/01/2021	Mali de Fusion Five By Five		1 873	1 873		1 873
TOTAL DES MALIS TECHNIQUES SUR ACTIFS INCORPORELS				1 873		1 873

C5. Immobilisations financières

Montants exprimés en milliers d'euros	Valeur brute au 31/12/2020	Fusions et apports partiels d'actif	Acquisitions et virements de poste à poste	Cessions et virements de poste à poste	Valeur brute au 31 décembre 2021
Participations évaluées par mise en équivalence	0		0	0	0
Autres participations	35 423	(1 906)	23 438	0	56 955
Autres titres immobilisés	0		0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières	3 956		483	0	4 439
TOTAL	39 379	(1 906)	23 921	0	61 394

C6. Dépréciation des postes de l'actif

Montants exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2020	Fusions et apports partiels d'actifs	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2021
Dépréciations sur immobilisations incorporelles	0	5	0	0	5
Dépréciations sur immobilisations corporelles	0		0	0	0
Dépréciations sur titres mis en équivalence	0		0	0	0
Dépréciations sur titres de participations	0		0	0	0
Dépréciations sur immobilisations financières	0		0	0	0
<i>Dépréciations sur actif immobilisé</i>	0	5	0	0	5
Dépréciations sur stocks et encours	0		0	0	0
Dépréciations sur créances clients	43	7	0	0	50
Autres dépréciations	0		0	0	0
<i>Amortissements sur immobilisations corporelles</i>	43	7	0	0	50
TOTAL	43	12	0	0	55

C7. Etats des échéances des créances

Les créances détenues par la société s'élèvent à 161 059 milliers d'euros en valeur brute au 31 décembre 2021 et se décomposent comme suit :

Etat des créances - Montants exprimés en milliers d'euros	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	4 439		4 439
Autres immos financières			
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE	4 439		4 439
Clients douteux ou litigieux	55	55	
Autres créances clients	103 133	103 133	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	996	996	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	242	242	
Impôts sur les bénéfices	3	3	
Etat et autres collectivités	4 686	4 686	
Autres impôts			
Etat - divers	16	16	
Groupes et associés	47 122	47 122	
Débiteurs divers	330	330	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT	156 583	156 583	
Charges constatées d'avance	36	36	
TOTAL DES CREANCES	161 059	156 619	4 439
Prêts accordés en cours d'exercice	393		
Remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

C8. Créances représentées par des effets de commerce

Il n'y a pas d'effets de commerce inclus dans le poste « Créances clients et comptes rattachés » au 31 décembre 2021.

C9. Produits à recevoir

Produits à recevoir	Exercice 2021
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES D'EXPLOITATION	25 822
Créances clients et comptes rattachés - Factures à émettre	23 561
Autres créances - Fournisseurs, avoirs à recevoir	133
Autres créances - Personnel, produits à recevoir	
Autres créances - Organismes sociaux, produits à recevoir	
Autres créances - Etat, produits à recevoir	2 128
TRESORERIE	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
Total	25 822

C10. Comptes de régularisation**Charges constatées d'avance**

Les charges constatées d'avance incluses dans les postes du compte de résultat sont ventilées comme suit :

Charges constatées d'avance	Au 31/12/2021		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Loyers immobiliers et charges locatives			
Entretien et maintenance			
Coût avant vente	36		
Charges diverses externe			
Charges diverses groupe			
TOTAL	36		

CAPGEMINI CONSULTING SAS

Écarts de conversion actif sur créances et dettes en monnaies étrangères

	Écarts de conversion Actif				
	Montant total	Différence compensée par		Provision pour perte de change	Net
	31/12/2021	Ecart passif*	Couverture de change	31/12/2021	31/12/2021
Acomptes sur immobilisations					
Prêts et autres créances immobilisées					
Créances d'exploitation et diverses					
Dettes financières					
Dettes d'exploitation et divers	73		17	56	
Total	73		17	56	

*Le montant de la dotation a été limité à l'excédent des pertes sur les gains lorsque, pour des opérations dont les termes sont suffisamment voisins, les pertes et les gains de change ont été considérés comme concourant à une position globale de change.

Écarts de conversion passif sur créances et dettes en monnaies étrangères

	Écarts de conversion Passif
	Montant total
	31/12/2021
Acomptes sur immobilisations	
Prêts et autres créances immobilisées	
Créances d'exploitation et diverses	
Dettes financières	
Dettes d'exploitation et divers	-10
Total	-10

CAPGEMINI CONSULTING SAS

D. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF

D1. Tableau de variation des capitaux propres

Montants exprimés en milliers d'euros	Capital social	Réserve légale	Prime d'apport	Prime de fusion	Autres réserves	Report à nouveau	Suvention d'investissement	Provisions réglementées	Résultat de l'exercice	Total
Au 01/01/2021	30 778	3 078	5 505	176		21 978			14 202	75 716
Réduction de capital										
Fusion										
Affectation du résultat N-1										
Distribution de dividendes						(5 765)			(14 202)	(19 967)
Autres mouvements										
Résultat de l'exercice N									26 142	26 142
Au 31/12/2021	30 778	3 078	5 505	176		16 213			26 142	81 891

Au 31 décembre 2021, le capital social est composé de 3 847 197 actions, dont la valeur nominale s'élève à 8 euros, détenues à 100% par SAS CAPGEMINI FRANCE.

D2. Tableau de variation des provisions

Nature des provisions	Montants exprimés en milliers d'euros					
	Au 31/12/2020	Fusions et APA	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Au 31/12/2021
				Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions gisements miniers et pétroliers						
Provisions investissements						
Provisions pour hausse des prix						
Amortissements dérogatoires						
- Dont majorations exceptionnelles de 30%						
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992						
Provisions implantation étranger après 1.1.1992						
Provisions pour prêts d'installation						
Autres provisions réglementées						
TOTAL (I)						
Provisions pour litige	2 014		908	-158	-597	2 167
Provisions pour garanties						
Provisions pour pertes sur marchés à terme						
Provisions pour amendes et pénalités			183			183
Provisions pour pertes de change	23		56		-23	56
Provisions pour pensions	9 742	11	1 686	-260	-464	10 715
Provisions pour impôts						
Provisions pour renouvellement des immobilisations						
Provisions pour gros entretien						
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer						
Autres provisions pour risques et charges	359			-11	-348	
TOTAL (II)	12 138	11	2 833	(429)	(1 432)	13 121
Provisions sur immobilisations incorporelles		5				5
Provisions sur immobilisations corporelles						
Provisions sur titres mis en équivalence						
Provisions sur titres de participations						
Provisions sur autres immobilisations financières						
Provisions sur stocks						
Provisions sur comptes clients	43	7				50
Autres provisions pour dépréciations						
TOTAL (III)	43	12				55
TOTAL GENERAL (I + II + III)	12 181	23	2 833	(429)	(1 432)	13 176
Dont dotations et reprises d'exploitation			2 833	-1 861		
Dont dotations et reprises financières						
Dont dotations et reprises exceptionnelles						

Les autres provisions pour risques et charges concernaient essentiellement les provisions liées au télétravail au vu du contexte sanitaire actuel (indemnités et coût matériel).

Les sommes renseignées dans la colonne "Fusions" correspondent aux éléments intégrés dans la cadre de la fusion de l'entité Five By Five au 01/01/2021.

Au 31/12/2021, les provisions pour litiges concernent exclusivement des provisions Prud'hommes.

D3. Etats des échéances des dettes

Les dettes dues par la société s'élèvent à 161 573 milliers d'euros en valeur brute au 31 décembre 2021 et se décomposent comme suit :

Etat des dettes - Montants exprimés en milliers d'euros	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine				
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	4 935	1 453	3 482	
Fournisseurs et comptes rattachés	31 574	31 574		
Personnel et comptes rattachés	41 366	41 366		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	25 161	23 609	1 552	
Impôts sur les bénéfices				
Etat et autres collectivités publiques	19 920	19 920		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts	2 563	2 563		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupes et associés				
Autres dettes	4 591	4 457	134	
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	31 464	31 464		
TOTAL DES DETTES	161 573	156 406	5 167	
Emprunts souscrits en cours d'exercice		Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

D4. Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Charges à payer	Exercice 2021
DETTES D'EXPLOITATION	72 206
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	12 772
Dettes fiscales et sociales	59 434
DETTES FINANCIERES	273
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	273
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
DETTES DIVERSES	2 335
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	
Autres dettes	2 335
TOTAL	74 815

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance inclus dans les postes du compte de résultat sont ventilés comme suit au 31 décembre 2021:

Produits constatés d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Factures émises d'avance sur contrats	31 464		
TOTAL	31 464		

Ecarts de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères
Se reporter au paragraphe C10.

E. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

E1. Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2021 se ventile de la façon suivante :

Ventilation du chiffre d'affaires	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises			
Production vendue biens			
Services et conseils en informatique	331 367	276 869	20%
Chiffres d'affaires nets	331 367	276 869	20%

La répartition du chiffre d'affaires par lieu géographique est la suivante :

Répartition du chiffre d'affaires	31/12/2021
France	306 137
Export	25 230
Chiffres d'affaires nets	331 367

E3. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice se décompose de la façon suivante :

Nature	31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	3
Subvention d'investissement	0	0
Autres produits sur opérations de gestion	0	0
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	3
CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	-3
Cessions d'immobilisations	0	0
Autres charges sur opérations de gestion	0	-3
Dotations aux amortissements et provisions	0	0
TOTAL	0	0

E4. Impôt sur les bénéfices

Intégration fiscale

Dénomination société mère	Forme juridique	Adresse siège social
CAPGEMINI	SE	11 RUE DE TILSITT - 75017 PARIS

L'impôt sur les sociétés supporté par la société CAPGEMINI CONSULTING SAS est égal à celui qui serait payé en l'absence d'intégration fiscale.

CAPGEMINI CONSULTING SAS

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021	
	Résultat avant impôt	Calcul de l'impôt
		28,07%
Résultat courant	35 170	9 872
Résultat exceptionnel	0	0
Participation de l'exercice	-4 138	-1 162
Résultat comptable avant impôt	31 032	8 711
Différences fiscales	-2 766	-776
Crédits d'impôt		
Crédit d'impôt apprentissage		
Crédit d'impôt famille		-111
Crédit d'impôt mécénat		-558
Crédit d'impôt recherche		-2 376
Rappels d'impôts		
Total		4 890

Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021
	Résultat avant impôt
Résultat net de l'exercice	26 142
Impôts sur les bénéfices (nets de crédits d'impôt)	4 890
Résultat avant impôt	31 032
Variation des provisions réglementées :	
Amortissements dérogatoires	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour investissements	
Autres évaluations dérogatoires	
Total	31 032

CAPGEMINI CONSULTING SAS

Variation de la dette future d'impôt

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercices	
	31/12/2021	31/12/2020
Charges non déductibles l'année de comptabilisation :		
Participation des salariés	4 167	2 533
Congés payés		
Organic	460	406
Effort construction	80	53
Provisions réglementées :		
Provision IDR	10 715	9 742
Provision pour perte de change	56	23
Provision pour pertes à terminaison		
Provision pour restructuration		
Autres provisions		359
Ecart de conversion actif et passif :		
Ecart de conversion sur opérations couvertes	-17	15
Ecart de conversion sur opérations non couvertes	-47	39
Ecart de réévaluation des couvertures de change	14	-79
Autre provisions		
Divers :		
TOTAL	15 428	13 091
Taux d'impôt sur différences temporaires	28,41%	32,02%
IMPOTS DIFFERES	4 383	4 192
Allègements de la dette future d'impôt :		
Déficits reportables		
Provision pour investissement		
IMPOTS DIFFERES		

F. INFORMATIONS DIVERSES

F1. Effectifs moyens

Sur l'exercice 2021, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Effectif par catégorie	2021
Cadres	1 322
Agents de maîtrise et techniciens	2
Employés	58
TOTAL	1 382

F2. Identité de la société mère consolidante

Dénomination société mère	Forme juridique	Adresse siège social
CAPGEMINI	SE	11 RUE DE TILSITT - 75017 PARIS

Les comptes de la société sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes de la société Capgemini S.E.

F3. Engagements hors bilan

Engagements hors crédit-bail et engagements de location non résiliables

Engagements donnés - Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021
ENGAGEMENTS DONNES :	
- Engagements financiers :	
- Effets escomptés non échus	
- Avals et cautions (contrats) (1)	
- Autres	
- Autres engagements donnés :	
- Engagements de locations	
- Engagements d'achats et ventes de devises à terme auprès de Capgemini S.E (3)	
- Titres de participations	
- Autres (2)	
TOTAL	

Détailler les point (1) (2) (3) si nécessaire, sinon les supprimer du tableau

(3) Le recours croissant à la production délocalisée dans les centres situés en Inde mais aussi en Pologne expose le Groupe à des risques de change notamment sur une partie de ses coûts de production. Dans ce cadre, il a été mis en place une centralisation du risque de change sur transactions opérationnelle de ses filiales. A ce titre, la société fournit à Capgemini S.E. des déclarations périodiques de son exposition aux risques de change sur un horizon de 1 à 3 ans. Sur cette base, la société bénéficie de garanties de change internes octroyées par Capgemini S.E., cette dernière agissant en tant que banque interne. Ces couvertures de change prennent principalement la forme d'achats et de ventes à terme de devises. Les engagements ainsi pris par la société au 31 décembre 2021 sont les suivants :

Devise	Budget	Position	Base nominale en devise (milliers)	Mart to Market (K€)	Date début	Date de fin
GBP	2021	Achat	525,0	47,1	01/01/2021	31/03/2022
GBP	2021	Vente	414,9	- 37,2	01/01/2021	31/03/2022
INR	2021	Achat	56 535,9	2,4	01/01/2021	31/03/2022
INR	2021	Vente	35 747,8	- 2,4	01/01/2021	31/03/2022
PLN	2021	Achat	500,0	- 5,5	01/01/2021	31/03/2022
PLN	2021	Vente	500,0	5,5	01/01/2021	31/03/2022
USD	2021	Achat	710,0	37,0	01/01/2021	31/03/2022
USD	2021	Vente	635,2	- 33,1	01/01/2021	31/03/2022
GBP	2022	Achat	2 450,0	88,9	01/01/2022	31/03/2023
INR	2022	Achat	176 000,0	- 4,7	01/01/2022	31/03/2023
PLN	2022	Achat	14 000,0	- 78,7	01/01/2022	31/03/2023
PLN	2022	Vente	10 500,0	59,0	01/01/2022	31/03/2023
USD	2022	Achat	1 900,0	50,1	01/01/2022	31/03/2023
INR	2023	Achat	85 785,9	26,0	01/01/2023	31/03/2024
INR	2023	Vente	785,9	- 0,4	01/01/2023	31/03/2024
PLN	2023	Achat	7 000,0	- 49,2	01/01/2023	31/03/2024
INR	2024	Achat	42 500,0	6,9	01/01/2024	31/03/2025
PLN	2024	Achat	3 500,0	- 24,0	01/01/2024	31/03/2025

Engagements reçus - Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021
ENGAGEMENTS RECUS :	
- Engagements financiers :	
- Effets escomptés non échus	
- Avals et cautions (contrats)	
- Autres	
- Autres engagements reçus :	
- Garanties reçues de clients	
- Garanties de passif sur acquisition de titres de participation (1)	12
TOTAL	12

(1) Garantie liée à l'acquisition de French Bureau - Echeance 02/11/2023

Crédit-bail et engagements de location non résiliables

		NEANT	
	Matériel informatique	Autres	Total
VALEUR DU BIEN			
AMORTISSEMENTS :			
· Cumuls exercices antérieurs			
· Dotations de l'exercice			
· Annulations de l'exercice			
REDEVANCES PAYEES :			
· Cumuls exercices antérieurs			
· Exercices			
REDEVANCES RESTANT A PAYER :			
· A un an au plus			
· A plus d'1 an et 5 ans au plus			
· A plus de 5 ans			
VALEUR RESIDUELLE :			
· A 1 an au plus			
· A plus d'1 an et 5 ans au plus			
· A plus de 5 ans			
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE			

F4. Liste des filiales et des participations

Montants exprimés en milliers d'euros	Valeur comptable des titres détenus		Pourcentage de détention	Capitaux propres	Résultat du dernier exercice clos	Chiffre d'affaires	Dividendes reçus de la filiale
	Brute	Nette					

A. Renseignements concernant les filiales et participations

1. Filiales (+50% capital détenu)

JUNE 21 SAS	21 320	21 320	100	2 654	202	4 472	2 000
IDEAN CAPGEMINI CREATIVE STUDIOS	12 197	12 197	100	4 364	1 448	19 476	527
FRENCH BUREAU	23 438	23 438	100	1 029	369	7 646	

2. Participations (10 à 50% du capital détenu)

TOTAL	56 955	56 955					

F5. Engagements sur le personnel

Engagements de retraite et assimilés

La variation de la provision pour indemnités de départ à la retraite entre le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2021 s'analyse comme suit :

Provision d'indemnités de départ à la retraite Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2020	Variation	31/12/2021
Engagement de retraite	13 543	631	14 174
Pertes et gains actuariels non comptabilisés	(3 799)	341	(3 458)
Coûts des services passés non financés			0
PROVISION D'INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE	9 744	972	10 716

Valeur actuelle de l'engagement de retraite Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021
Valeur actuelle de l'engagement au 1er janvier 2021	13 543
Charge d'intérêts	58
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 048
Prestations servies	(260)
Changement de périmètre	12
Ecart actuariel	273
Autres mouvements ("cessation d'emploi")	(500)
VALEUR ACTUELLE DE L'ENGAGEMENT AU 31 décembre 2021	14 174

Impact de la provision pour indemnité de départ à la retraite sur le résultat 2021 Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021
Coût des services rendus au titre de l'exercice	1 048
Charge d'intérêts	58
Amortissement des écarts actuariels (méthode corridor)	580
Coût des services passés	
Prestations servies	(260)
Autres mouvements ("cessation d'emploi")	(371)
CHARGE COMPTABILISEE EN RESULTAT	1 055

Bénéficiaires pris en compte pour l'évaluation de l'engagement Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021
Nombre de bénéficiaires	1 372
Durée moyenne de vie active restante dans l'entreprise (en années)	5
Age moyen des bénéficiaires (en années)	33

F6. Rémunération des organes de direction

La rémunération des dirigeants n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à mentionner des rémunérations individuelles.

Par ailleurs, aucune avance ou crédit n'a été accordé aux dirigeants sociaux.

F7. Information concernant les parties liées

Il n'y a aucune transaction avec des parties liées significatives conclues à des conditions anormales de marché.

G. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Afin de permettre le développement et la position, dans le domaine de l'innovation digitale, de design et de transformation, de la société Capgemini Consulting S.A.S. avec les activités de la marque Capgemini Invent du groupe Capgemini auprès de comptes industriels sur lesquels la branche d'activité « frog Design » de la société Altran Lab S.A.S. est présente, la société Altran Lab S.A.S. et la Société ont conclu une convention d'apport partiel d'actif de cette branche d'activité au profit de cette dernière, en date du 18 février 2022.

Aux termes des décisions du 1er avril 2022, l'associé unique de la Société a approuvé l'apport partiel d'actif, réalisé au bénéfice de la Société par la société Altran Lab S.A.S, de l'ensemble des éléments d'actif et de passif composant à cette date sa branche d'activité « frog Design ». Cet apport a été effectué pour un montant net au moins égal à 1 757 406,43 € - dont 235 760 € à titre d'augmentation de capital et au moins 1 521 646, 43 € à titre de prime d'apport - moyennant l'attribution au profit de la société Altran Lab S.A.S. de 29 470 actions nouvelles de 8 € ;

Après l'apport partiel d'actif de l'activité « frog Design », le capital social de la Société, est au 1er avril 2022, de 31 013 336 euros et réparti entre les deux associés, comme suit :

- Capgemini France S.A.S. : 99,90%
- Altran Lab S.A.S : 0,10%

CAPGEMINI CONSULTING

Société par Actions Simplifiée au capital de 31 013 336 euros
Siège social : 145-151 quai du Président Roosevelt – 92130 Issy-les-Moulineaux
479 766 800 R.C.S. NANTERRE

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES **CONSTATEES PAR ACTE SOUS SEINGS PRIVES** **DU 29 AVRIL 2022**

Les soussignés :

- Monsieur Olivier Sevilla

agissant en qualité de président de la société **Capgemini France**, société par actions simplifiée au capital de 88 566 287 euros ayant son siège social 145-151 quai du Président Roosevelt (92130) Issy-Les-Moulineaux, identifiée sous le numéro 328 781 786 R.C.S. Nanterre,

- Monsieur Olivier Arditty

agissant en qualité de président de la société **Altran Lab**, société par actions simplifiée au capital de 20 000 100 euros ayant son siège social 145-151 quai du Président Roosevelt (92130) Issy-Les-Moulineaux, identifiée sous le numéro 449 397 561 R.C.S. Nanterre,

lesdites sociétés Capgemini France et Altran Lab agissant elles-mêmes en qualité de seuls associés (ci-après « les Associés ») de la société Capgemini Consulting (ci-après la « Société »),

Après avoir pris connaissance des documents suivants :

- 1° - L'inventaire et les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021, comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe desdits comptes ;
- 2° - Le rapport de gestion du Président sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
- 3° - Le rapport général du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
- 4° - Le rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce ;
- 5° - Le texte des projets de résolutions soumises aux Associés ;
- 6° - Les statuts de la Société.

Ont pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

Les Associés, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Président et du rapport général du Commissaire aux comptes, approuvent dans toutes leurs parties le rapport de gestion et les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports faisant ressortir un résultat net de 26 142 274,13 euros.

En conséquence, les Associés donnent quitus au Président de sa gestion au cours de l'exercice écoulé.

En application de l'article 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, les Associés constatent qu'au titre des dépenses ou charges visées à l'article 39-4 dudit Code, la Société a encouru en 2021 une charge de 653 490 euros au titre des amortissements excédentaires et 69 845 euros au titre de la taxe sur les véhicules de tourisme de sociétés, soit un montant global de dépenses non déductible du résultat fiscal de 723 335 euros.

Il est précisé qu'il n'existe pas de frais généraux ou de dépenses somptuaires ayant été réintégrés dans le résultat imposable de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME DECISION

Les Associés décident d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021 de la manière suivante :

Résultat net de l'exercice	26 142 274,13 Euros
Report à nouveau au 31/12/2021	16 213 029,65 Euros
Total à affecter	42 355 303,78 Euros
Dotation à la réserve légale	0 Euros
Distribution d'un dividende de 8,77 euros par actions, soit pour 3 876 557 actions :	33 998 369,59 Euros
Et le solde en report à nouveau, soit :	8 356 934,19 Euros
Soit un total affecté de :	42 355 303,78 Euros

Le dividende sera mis en paiement par les soins de la Société au plus tard le **31/07/2022**.

En application de l'article 243 bis du Code général des impôts, les Associés prennent acte que les distributions de dividendes intervenues au titre des trois derniers exercices sont les suivantes :

Exercice	Dividende par action
Exercice clos le 31.12.2020	5,19 euros
Exercice clos le 31.12.2019	Néant
Exercice clos le 31.12.2018	2,99 euros

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME DECISION

Les Associés constatent qu'aucune convention nouvelle entrant dans le champ d'application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce n'a été conclue au cours de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME DECISION

Les Associés, prenant acte de l'expiration du mandat de Président de Monsieur Cyril GARCIA à compter de ce jour, décident de renouveler ce mandat pour une nouvelle période d'un (1) an expirant à l'issue des prochaines décisions collectives des Associés devant statuer dans l'année 2023 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME DECISION

Les Associés prennent acte de l'expiration, à compter de ce jour, du mandat de la société MAZARS S.A., Commissaire aux comptes titulaire.

En conséquence de ce qui précède, les Associés décident de renouveler :

- Le mandat de la société MAZARS S.A. en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire, Société Anonyme ayant son siège social situé 61 rue Henri Regnault 92075 Paris La Défense Cédex, à compter de ce jour, pour une nouvelle période de six (6) exercices expirant à l'issue de la prochaine décision collective des Associés devant statuer dans l'année 2028 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

Les Associés prennent ensuite acte que la société « MAZARS S.A » a déclaré, par lettre séparée, accepter le mandat qui vient de lui être renouvelé et n'être atteinte, d'aucune mesure susceptible de lui interdire d'exercer de telles fonctions.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME DECISION

Les Associés confèrent tous pouvoirs au JOURNAL LA LOI, une marque de la société « LEXTENSO » dont le siège social est : La Grande Arche – Paroi Nord - 1, Parvis de la Défense – 92044 Paris La Défense (552 119 455 RCS Nanterre), ainsi qu'au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal constatant ses délibérations en vue de l'accomplissement de toutes les formalités nécessaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Signature électronique

Les présentes décisions collectives sont signées par les Associés au moyen d'un procédé de signature électronique avancée mis en œuvre par un prestataire de services tiers, DocuSign, qui garantit la sécurité et l'intégrité des copies numériques conformément à l'article 1367 du Code civil et au décret d'application n°2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique, transposant le règlement (UE) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur.

Le présent document, signé électroniquement via DocuSign, (i) constitue l'original, (ii) constitue une preuve littérale au sens de l'article 1316-1 du Code civil français (c'est-à-dire qu'il a la même force probante qu'un document manuscrit signé sur papier, et (iii) sa signature électronique doit être considérée comme une signature originale.

Pour Capgemini France

Olivier Sevillia

DocuSigned by:
 Olivier SEVILLIA
A51E0DE72DD8405...

Pour Altran Lab

Olivier Arditty

DocuSigned by:
 Olivier ARDITTY
D73F7975429C40E...



61, rue Henri Regnault La Défense
92400 COURBEVOIE
France
Tél : +33 (0)1 49 97 60 00
Fax : +33 (0)1 49 97 60 01
www.mazars.fr

CAPGEMINI CONSULTING

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

CAPGEMINI CONSULTING

Société par actions simplifiée au capital social de 31 013 336 €

Siège social : 145-151 Quai du Président Roosevelt, 92130 Issy-Les-Moulineaux

R.C.S Nanterre 479 766 800

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'associé unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CAPGEMINI CONSULTING relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi

que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Les notes B.1 et B.3 de l'annexe présentant respectivement les règles et méthodes comptables relatives à la valeur d'inventaire des fonds commerciaux et des titres de participation. Nous avons vérifié le bien-fondé de l'approche retenue ainsi que la cohérence d'ensemble des hypothèses utilisées et des évaluations qui en résultent ;
- La note B.7 de l'annexe présentant la méthode de la comptabilisation du chiffre d'affaires, qui comprend des prestations au forfait.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus ainsi que les informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Fait à Paris La Défense, le 26 avril 2022

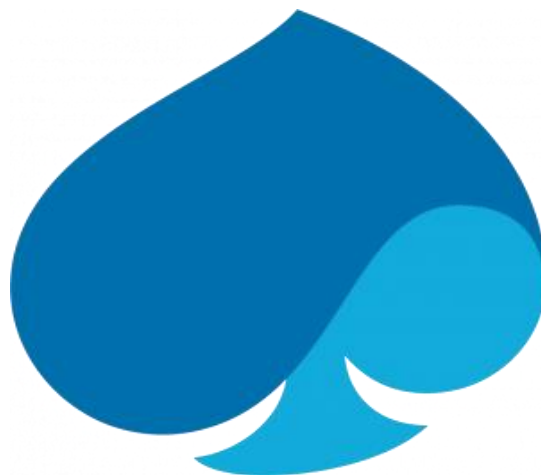
Anne-Laure ROUSSELOU
Associée

ETATS FINANCIERS AU 31 décembre 2021

CAPGEMINI CONSULTING SAS

Société par actions simplifiée

145 quai du Président Roosevelt 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX



Sommaire

Bilan - Actif.....	4
Bilan - Passif.....	5
Compte de résultat.....	6
Compte de résultat (suite).....	7
A. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE.....	8
B. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	9
B1. Immobilisations incorporelles	9
Fonds commerciaux et malis techniques sur actifs incorporels.....	9
Autres immobilisations incorporelles.....	9
Logiciels.....	9
B2. Immobilisations corporelles	10
B3. Immobilisations financières.....	10
B4. Créances et dettes.....	10
B5. Opérations en devises.....	10
B6. Provisions.....	10
B7. Reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts sur prestations.....	11
Prestations en régie.....	11
Prestations au forfait.....	11
B8. Engagements de retraite.....	11
B9. Crédit d'impôt Recherche.....	11
B10. Changement de méthode comptable.....	11
C. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF.....	12
C1. Immobilisations incorporelles et corporelles.....	12
C2. Amortissements.....	13
C3. Fonds commerciaux.....	14
C4. Malis techniques sur actifs incorporels.....	15
C5. Immobilisations financières.....	16
C6. Dépréciation des postes de l'actif.....	17
C7. Etats des échéances des créances.....	18
C8. Créances représentées par des effets de commerce.....	18
C9. Produits à recevoir.....	19
C10. Comptes de régularisation.....	20
Charges constatées d'avance.....	20
Ecart de conversion actif sur créances et dettes en monnaies étrangères.....	21
Ecart de conversion passif sur créances et dettes en monnaies étrangères.....	21
D. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF.....	22
D1. Tableau de variation des capitaux propres.....	22
D2. Tableau de variation des provisions.....	23
D3. Etats des échéances des dettes.....	24
D4. Charges à payer.....	25
D5. Comptes de régularisation.....	26
Produits constatés d'avance.....	26
Ecart de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères.....	26
E. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT.....	27
E1. Ventilation du chiffre d'affaires.....	27
E3. Résultat exceptionnel.....	28
E4. Impôt sur les bénéfices.....	29
Intégration fiscale.....	29

<u>Ventilation de l'Impôt sur les bénéfices.....</u>	<u>30</u>
<u>Incidence des évaluations fiscales dérogatoires.....</u>	<u>30</u>
<u>Variation de la dette future d'impôt.....</u>	<u>31</u>
<u>F. INFORMATIONS DIVERSES.....</u>	<u>32</u>
<u>F1. Effectifs moyens.....</u>	<u>32</u>
<u>F2. Identité de la société mère consolidante.....</u>	<u>33</u>
<u>F3. Engagements hors bilan.....</u>	<u>34</u>
<u>Engagements hors crédit-bail et engagements de location non résiliables.....</u>	<u>34</u>
<u>Crédit-bail et engagements de location non résiliables.....</u>	<u>35</u>
<u>F4. Liste des filiales et des participations.....</u>	<u>36</u>
<u>F5. Engagements sur le personnel.....</u>	<u>37</u>
<u>Engagements de retraite et assimilés.....</u>	<u>37</u>
<u>F6. Rémunération des organes de direction.....</u>	<u>38</u>
<u>F7. Information concernant les parties liées.....</u>	<u>39</u>
<u>G. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....</u>	<u>40</u>

Bilan - Actif

En Euros	31/12/2021			31/12/2020
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	92	92		
Fonds commercial	36 464		36 464	36 464
Autres immobilisations incorporelles	1 873		1 873	
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	38 428	92	38 336	36 464
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel				
Autres immobilisations corporelles	164	157	7	55
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	164	157	7	55
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	56 955		56 955	35 423
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	4 439		4 439	3 956
Autres immobilisations financières				
TOTAL immobilisations financières	61 394		61 394	39 379
Total Actif Immobilisé (II)	99 987	249	99 738	75 898
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services	19		19	39
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock	19		19	39
Avances et acomptes versés sur commandes	432		432	466
Clients et comptes rattachés	103 188	50	103 138	84 241
Autres créances	53 395		53 395	42 660
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	157 015	50	156 966	127 366
Valeurs mobilières de placement				
dont actions propres:				
Disponibilités	50		50	643
TOTAL Disponibilités	50		50	643
Charges constatées d'avance	36		36	94
Total Actif Circulant (III)	157 121	50	157 071	128 142
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Prime de remboursement des obligations (V)				
Ecarts de conversion actif (VI)	56		56	23
Total Général (I à VI)	257 164	298	256 866	204 062

Bilan - Passif

En Euros	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel dont versé : 30 778	30 778	30 778
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	5 680	5 680
Ecarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale	3 078	3 078
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées dont réserve des prov. fluctuation des cours :		
Autres réserves dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :		
TOTAL Réserves	3 078	3 078
Report à nouveau	16 213	21 978
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	26 142	14 202
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	81 891	75 716
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	2 406	2 396
Provisions pour charges	10 715	9 742
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	13 121	12 138
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers dont emprunts participatifs :	4 935	5 115
TOTAL Dettes financières	4 935	5 115
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	271	409
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31 574	27 281
Dettes fiscales et sociales	89 010	60 021
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 591	2 721
TOTAL Dettes d'exploitation	125 446	90 432
Produits constatés d'avance	31 464	20 585
TOTAL DETTES (IV)	161 844	116 132
Ecart de conversion Passif (V)	10	77
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	256 866	204 062

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2021			31/12/2020
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue biens				
Production vendue services	306 137	25 230	331 367	276 869
Chiffres d'affaires nets	306 137	25 230	331 367	276 869
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			2 356	1 339
Autres produits			5 613	1 920
Total des produits d'exploitation (I)			339 336	280 128
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			98 845	86 639
Impôts, taxes et versements assimilés			8 014	7 901
Salaires et traitements			125 976	105 173
Charges sociales			65 356	51 781
Dotations d'exploitation	Sur immobilisations	Dotations aux amortissements	49	49
		Dotations aux provisions		
	Sur actif circulant	Dotations aux provisions		
	Pour risques et charges	Dotations aux provisions	2 833	2 861
Autres charges			5 233	5 702
Total des charges d'exploitation (II)			306 306	260 105
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			33 030	20 023
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations			2 527	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			92	93
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			2 618	93
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			478	496
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			478	496
RÉSULTAT FINANCIER			2 141	(403)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			35 170	19 620

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		3
Total des produits exceptionnels (VII)		3
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	3
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total des charges exceptionnelles (VIII)	0	3
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	(0)	(0)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	4 138	2 696
Impôts sur les bénéfices (X)	4 890	2 722
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	341 954	280 225
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	315 812	266 023
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	26 142	14 202

A. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Les faits marquants concernant la société :

La Société a fait l'acquisition, en date du 2 novembre 2021, de la totalité des actions de la société FRENCH BUREAU, Société par Actions Simplifiée, au capital de 20 000 euros, dont le siège social est sis 17, rue Bouchardon (75010) Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 822 172 664.

Les faits marquants concernant sa / ses filiale(s)

La société Idean Capgemini Creative Studios France S.A.S., filiale à 100% de la Société, a fait l'objet d'une opération juridique de dissolution sans liquidation par décision de son associé unique en date du 26 novembre 2021, dissolution ayant entraîné la transmission universelle de son patrimoine à la Société en date du 1er janvier 2022. La société Idean Capgemini Creative Studios France S.A.S. a été radiée en date du 19/01/2022.

La société JUNE 21 S.A.S., filiale à 100% de la Société, a fait l'objet d'une opération juridique de dissolution sans liquidation par décision de son associé unique en date du 26 novembre 2021, dissolution ayant entraîné la transmission universelle de son patrimoine à la Société en date du 1er janvier 2022. La société JUNE 21 S.A.S. a été radiée en date du 19/01/2022.

B. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce, aux principes comptables généralement admis en France et au règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement desdits comptes annuels, et ce dans le respect du principe de prudence, de l'indépendance des exercices, et en présumant de la continuité de l'exploitation.

La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après :

B1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur valeur historique, et n'ont pas fait l'objet de réévaluation.

Fonds commerciaux et malis techniques sur actifs incorporels

Les malis techniques sur actifs incorporels s'élèvent à 1 873 milliers d'euros et sont constitués des éléments suivants:
- Mali de fusion FIVE BY FIVE (2021): 1 873 milliers d'euros

Restent comptabilisés dans le poste fonds commercial les éléments incorporels du fonds de commerce acquis qui ne font pas l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation séparées au bilan et qui concourent au maintien et au développement du potentiel d'activité de l'entité. Ces éléments ainsi que les malis techniques incorporels ont une durée d'utilisation non limitée.

La valeur d'utilité des immobilisations incorporelles est testée dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur, et au moins une fois par an en ce qui concerne le fonds commercial et le poste malis techniques sur actifs incorporels qui est lié au fonds commercial.

Les tests de valeur du fonds commercial et du poste malis techniques sur actifs incorporels consistent en l'évaluation de la valeur d'utilité de la société. L'évaluation de cette valeur d'utilité, s'appuyant sur la méthode des flux nets futurs de trésorerie actualisés, est effectuée sur la base de paramètres issus du processus budgétaire, du plan stratégique à 3 ans

Lorsque la valeur d'utilité de l'entité est inférieure à sa valeur nette comptable, la perte de valeur correspondante est affectée au poste fonds commercial et le cas échéant au poste malis techniques sur actifs incorporels (compris dans les Autres immobilisations incorporelles).

Autres immobilisations incorporelles

Il n'y a pas de droit au bail dans les comptes au 31 décembre 2021.

Les frais d'établissement sont amortis dans l'année, ou sur une période de 3 années.

Logiciels

Les licences et logiciels sont amortis sur des durées de 12 mois, 3 ou 5 ans.

B2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et ne font pas l'objet de réévaluation.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés dans leur coût d'entrée.

Les dotations aux amortissements sont calculées suivant le mode linéaire, fondé sur la durée de vie d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Des amortissements exceptionnels sont pratiqués dès lors que des immobilisations doivent être mises au rebut avant la fin du plan d'amortissement : ils permettent ainsi de ramener à zéro la valeur nette comptable de ces immobilisations.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

• Constructions	N/A
• Agencements et installations	5 à 10 ans
• Matériels divers	3 à 5 ans
• Matériel de bureau	5 à 10 ans
• Matériel informatique	3 à 5 ans
• Mobilier	5 à 10 ans

B3. Immobilisations financières

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence entre les deux. La valeur d'utilité est déterminée à partir des flux futurs de trésorerie actualisés, selon la méthode décrite précédemment (confère paragraphe 1 – Immobilisations incorporelles). Au cas particulier des titres de participation, la valeur d'utilité est corrigée de l'endettement net.

B4. Créances et dettes

Les créances correspondent à la juste valeur de la contrepartie à recevoir. En cas de différé de paiement au-delà des délais accordés habituellement par la société, et lorsque l'effet est significatif sur la détermination de la juste valeur, les paiements futurs font l'objet d'une actualisation.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

B5. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date de l'opération, ou au taux couvert lorsque des couvertures de change ont été mises en place.

Les dettes, créances et disponibilités en devises sont valorisées au bilan :

- soit au taux en vigueur à la date de clôture. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écarts de conversion. Les pertes latentes de change éventuelles donnent lieu à la comptabilisation d'une provision pour perte de change ;
- soit au taux couvert lorsque les opérations ont fait l'objet de couvertures de change.

B6. Provisions

Une provision est reconnue au bilan de clôture d'un exercice si et seulement s'il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

B7. Reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts sur prestations

La méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts est fonction de la nature des prestations:

Prestations en régie

Le chiffre d'affaires et les coûts des prestations en régie sont reconnus au fur et à mesure de la prestation.

Prestations au forfait

Le chiffre d'affaires sur prestations au forfait, qu'il s'agisse de contrats correspondant à la réalisation de prestations intellectuelles ou de systèmes intégrés, est reconnu au fur et à mesure de la réalisation de la prestation, selon la méthode « à l'avancement ». Les coûts des prestations au forfait sont reconnus lorsqu'ils sont encourus.

Lorsque le prix de revient prévisionnel d'un contrat est supérieur à son chiffre d'affaires, une perte à terminaison est constatée à hauteur de la différence.

Les prestations relatives à ces contrats figurent au bilan en créances clients ou factures à émettre, selon qu'elles ont été facturées ou non.

B8. Engagements de retraite

La valeur actuelle des engagements est calculée annuellement selon la méthode des unités de crédit projetées.

Elle est déterminée en actualisant les prestations futures attendues. Le taux d'actualisation retenu est calculé sur la base des obligations émises par les entreprises de première catégorie à une échéance comparable à la durée de l'engagement. Ce taux s'élève à 0,82% au 31 décembre 2021 (contre 0,40% au 31 décembre 2020).

Les hypothèses retenues dans le cadre de l'évaluation des engagements sont objectives et mutuellement compatibles. Elles tiennent compte de la loi du 9 novembre 2010 portant sur la réforme des retraites.

Ainsi que le permet la recommandation ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013 (abrogeant la recommandation CNC n°2003-R.01), les écarts actuariels résultant de changements d'hypothèses actuarielles ou de différences entre les hypothèses actuarielles retenues et l'expérience sont amortis selon la méthode du corridor, sur la durée de vie active moyenne résiduelle dans l'entreprise attendue des membres du personnel bénéficiant du régime, pour la fraction excédant 10% de la valeur actuelle des engagements. De la même manière, les coûts des services passés résultant de changements de régime sont comptabilisés en résultat de manière étalée, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel.

B9. Crédit d'impôt Recherche

La société mène des activités de recherche. Elle bénéficie à ce titre du dispositif relatif au Crédit d'Impôt Recherche, qu'elle comptabilise en diminution de l'impôt sur les sociétés.

B10. Changement de méthode comptable

La société n'a procédé à aucun changement de méthode comptable sur l'exercice clos le 31 décembre 2021.

C. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

C1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Montants exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2020	Fusions et apports partiels d'actif	Acquisitions	Diminutions	Au 31/12/2021
Frais d'établissement et de développement (I)					
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	36 540	1 888			38 428
Total immobilisations incorporelles	36 540	1 888			38 428
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements...					
Installations générales et agencements					
Installations techniques, matériels et outillages					
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier	146	18			164
Emballages récupérables et divers	0				0
Immobilisations corporelles en cours					
Total immobilisations corporelles	146	18			164
Acomptes					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	36 686	1 906			38 592

C2. Amortissements

Montants exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2020	Fusions et apports partiels d'actifs	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2021
Frais d'établissement et de développement					
Autres postes d'immobilisations incorporelles	77	10			86
Total amortissements sur immobilisations incorporelles	77	10			86
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions, Installations générales, agencements					
Installations techniques, matériels et outillages					
Installations générales, agencements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique et mobilier	92	16	49		157
Emballages récupérables et divers					
Total amortissements sur immobilisations corporelles	92	16	49		157
TOTAL	168	26	49		243

C3. Fonds commerciaux

Montants exprimés en milliers d'euros						
Date	Elément	Achetés	Reçus en apport	Total	Dépréc.	Valeur nette comptable
	Apport Ernst & Young		12 420	12 420		12 420
	Apport clientèle Gemini Consulting		24 044	24 044		24 044
TOTAL DES FONDS COMMERCIAUX				36 464		36 464

C4. Malis techniques sur actifs incorporels

Montants exprimés en milliers d'euros						
Date	Elément	Achetés	Reçus en apport	Total	Dépréc.	Valeur nette comptable
31/01/2021	Mali de Fusion Five By Five		1 873	1 873		1 873
TOTAL DES MALIS TECHNIQUES SUR ACTIFS INCORPORELS				1 873		1 873

C5. Immobilisations financières

Montants exprimés en milliers d'euros	Valeur brute au 31/12/2020	Fusions et apports partiels d'actif	Acquisitions et virements de poste à poste	Cessions et virements de poste à poste	Valeur brute au 31 décembre 2021
Participations évaluées par mise en équivalence	0		0	0	0
Autres participations	35 423	(1 906)	23 438	0	56 955
Autres titres immobilisés	0		0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières	3 956		483	0	4 439
TOTAL	39 379	(1 906)	23 921	0	61 394

C6. Dépréciation des postes de l'actif

Montants exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2020	Fusions et apports partiels d'actifs	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2021
Dépréciations sur immobilisations incorporelles	0	5	0	0	5
Dépréciations sur immobilisations corporelles	0		0	0	0
Dépréciations sur titres mis en équivalence	0		0	0	0
Dépréciations sur titres de participations	0		0	0	0
Dépréciations sur immobilisations financières	0		0	0	0
<i>Dépréciations sur actif immobilisé</i>	0	5	0	0	5
Dépréciations sur stocks et encours	0		0	0	0
Dépréciations sur créances clients	43	7	0	0	50
Autres dépréciations	0		0	0	0
<i>Amortissements sur immobilisations corporelles</i>	43	7	0	0	50
TOTAL	43	12	0	0	55

C7. Etats des échéances des créances

Les créances détenues par la société s'élèvent à 161 059 milliers d'euros en valeur brute au 31 décembre 2021 et se décomposent comme suit :

Etat des créances - Montants exprimés en milliers d'euros	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	4 439		4 439
Autres immos financières			
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE	4 439		4 439
Clients douteux ou litigieux	55	55	
Autres créances clients	103 133	103 133	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	996	996	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	242	242	
Impôts sur les bénéfices	3	3	
Etat et autres collectivités	4 686	4 686	
Autres impôts			
Etat - divers	16	16	
Groupes et associés	47 122	47 122	
Débiteurs divers	330	330	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT	156 583	156 583	
Charges constatées d'avance	36	36	
TOTAL DES CREANCES	161 059	156 619	4 439
Prêts accordés en cours d'exercice	393		
Remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

C8. Créances représentées par des effets de commerce

Il n'y a pas d'effets de commerce inclus dans le poste « Créances clients et comptes rattachés » au 31 décembre 2021.

C9. Produits à recevoir

Produits à recevoir	Exercice 2021
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES D'EXPLOITATION	25 822
Créances clients et comptes rattachés - Factures à émettre	23 561
Autres créances - Fournisseurs, avoirs à recevoir	133
Autres créances - Personnel, produits à recevoir	
Autres créances - Organismes sociaux, produits à recevoir	
Autres créances - Etat, produits à recevoir	2 128
TRESORERIE	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
Total	25 822

C10. Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance incluses dans les postes du compte de résultat sont ventilées comme suit :

Charges constatées d'avance	Au 31/12/2021		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Loyers immobiliers et charges locatives			
Entretien et maintenance			
Coût avant vente	36		
Charges diverses externe			
Charges diverses groupe			
TOTAL	36		

CAPGEMINI CONSULTING SAS

Écarts de conversion actif sur créances et dettes en monnaies étrangères

	Écarts de conversion Actif				
	Montant total	Différence compensée par		Provision pour perte de change	Net
	31/12/2021	Ecart passif*	Couverture de change	31/12/2021	31/12/2021
Acomptes sur immobilisations					
Prêts et autres créances immobilisées					
Créances d'exploitation et diverses					
Dettes financières					
Dettes d'exploitation et divers	73		17	56	
Total	73		17	56	

*Le montant de la dotation a été limité à l'excédent des pertes sur les gains lorsque, pour des opérations dont les termes sont suffisamment voisins, les pertes et les gains de change ont été considérés comme concourant à une position globale de change.

Écarts de conversion passif sur créances et dettes en monnaies étrangères

	Écarts de conversion Passif
	Montant total
	31/12/2021
Acomptes sur immobilisations	
Prêts et autres créances immobilisées	
Créances d'exploitation et diverses	
Dettes financières	
Dettes d'exploitation et divers	-10
Total	-10

CAPGEMINI CONSULTING SAS

D. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF

D1. Tableau de variation des capitaux propres

Montants exprimés en milliers d'euros	Capital social	Réserve légale	Prime d'apport	Prime de fusion	Autres réserves	Report à nouveau	Suvention d'investissement	Provisions réglementées	Résultat de l'exercice	Total
Au 01/01/2021	30 778	3 078	5 505	176		21 978			14 202	75 716
Réduction de capital										
Fusion										
Affectation du résultat N-1										
Distribution de dividendes						(5 765)			(14 202)	(19 967)
Autres mouvements										
Résultat de l'exercice N									26 142	26 142
Au 31/12/2021	30 778	3 078	5 505	176		16 213			26 142	81 891

Au 31 décembre 2021, le capital social est composé de 3 847 197 actions, dont la valeur nominale s'élève à 8 euros, détenues à 100% par SAS CAPGEMINI FRANCE.

D2. Tableau de variation des provisions

Nature des provisions	Montants exprimés en milliers d'euros					
	Au 31/12/2020	Fusions et APA	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Au 31/12/2021
				Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions gisements miniers et pétroliers						
Provisions investissements						
Provisions pour hausse des prix						
Amortissements dérogatoires						
- Dont majorations exceptionnelles de 30%						
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992						
Provisions implantation étranger après 1.1.1992						
Provisions pour prêts d'installation						
Autres provisions réglementées						
TOTAL (I)						
Provisions pour litige	2 014		908	-158	-597	2 167
Provisions pour garanties						
Provisions pour pertes sur marchés à terme						
Provisions pour amendes et pénalités			183			183
Provisions pour pertes de change	23		56		-23	56
Provisions pour pensions	9 742	11	1 686	-260	-464	10 715
Provisions pour impôts						
Provisions pour renouvellement des immobilisations						
Provisions pour gros entretien						
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer						
Autres provisions pour risques et charges	359			-11	-348	
TOTAL (II)	12 138	11	2 833	(429)	(1 432)	13 121
Provisions sur immobilisations incorporelles		5				5
Provisions sur immobilisations corporelles						
Provisions sur titres mis en équivalence						
Provisions sur titres de participations						
Provisions sur autres immobilisations financières						
Provisions sur stocks						
Provisions sur comptes clients	43	7				50
Autres provisions pour dépréciations						
TOTAL (III)	43	12				55
TOTAL GENERAL (I + II + III)	12 181	23	2 833	(429)	(1 432)	13 176
Dont dotations et reprises d'exploitation			2 833	-1 861		
Dont dotations et reprises financières						
Dont dotations et reprises exceptionnelles						

Les autres provisions pour risques et charges concernaient essentiellement les provisions liées au télétravail au vu du contexte sanitaire actuel (indemnités et coût matériel).

Les sommes renseignées dans la colonne "Fusions" correspondent aux éléments intégrés dans la cadre de la fusion de l'entité Five By Five au 01/01/2021.

Au 31/12/2021, les provisions pour litiges concernent exclusivement des provisions Prud'hommes.

D3. Etats des échéances des dettes

Les dettes dues par la société s'élèvent à 161 573 milliers d'euros en valeur brute au 31 décembre 2021 et se décomposent comme suit :

Etat des dettes - Montants exprimés en milliers d'euros	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine				
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	4 935	1 453	3 482	
Fournisseurs et comptes rattachés	31 574	31 574		
Personnel et comptes rattachés	41 366	41 366		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	25 161	23 609	1 552	
Impôts sur les bénéfices				
Etat et autres collectivités publiques	19 920	19 920		
Obligations cautionnées				
Autres impôts	2 563	2 563		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupes et associés				
Autres dettes	4 591	4 457	134	
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	31 464	31 464		
TOTAL DES DETTES	161 573	156 406	5 167	
Emprunts souscrits en cours d'exercice		Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

D4. Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Charges à payer	Exercice 2021
DETTES D'EXPLOITATION	72 206
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	12 772
Dettes fiscales et sociales	59 434
DETTES FINANCIERES	273
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	273
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
DETTES DIVERSES	2 335
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	
Autres dettes	2 335
TOTAL	74 815

Produits constatés d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Factures émises d'avance sur contrats	31 464		
TOTAL	31 464		

26

E. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

E1. Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2021 se ventile de la façon suivante :

Ventilation du chiffre d'affaires	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises			
Production vendue biens			
Services et conseils en informatique	331 367	276 869	20%
Chiffres d'affaires nets	331 367	276 869	20%

La répartition du chiffre d'affaires par lieu géographique est la suivante :

Répartition du chiffre d'affaires	31/12/2021
France	306 137
Export	25 230
Chiffres d'affaires nets	331 367

E3. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice se décompose de la façon suivante :

Nature	31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	3
Subvention d'investissement	0	0
Autres produits sur opérations de gestion	0	0
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	3
CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	-3
Cessions d'immobilisations	0	0
Autres charges sur opérations de gestion	0	-3
Dotations aux amortissements et provisions	0	0
TOTAL	0	0

E4. Impôt sur les bénéfices

Intégration fiscale

Dénomination société mère	Forme juridique	Adresse siège social
CAPGEMINI	SE	11 RUE DE TILSITT - 75017 PARIS

L'impôt sur les sociétés supporté par la société CAPGEMINI CONSULTING SAS est égal à celui qui serait payé en l'absence d'intégration fiscale.

CAPGEMINI CONSULTING SAS

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021	
	Résultat avant impôt	Calcul de l'impôt
		28,07%
Résultat courant	35 170	9 872
Résultat exceptionnel	0	0
Participation de l'exercice	-4 138	-1 162
Résultat comptable avant impôt	31 032	8 711
Différences fiscales	-2 766	-776
Crédits d'impôt		
Crédit d'impôt apprentissage		
Crédit d'impôt famille		-111
Crédit d'impôt mécénat		-558
Crédit d'impôt recherche		-2 376
Rappels d'impôts		
Total		4 890

Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021
	Résultat avant impôt
Résultat net de l'exercice	26 142
Impôts sur les bénéfices (nets de crédits d'impôt)	4 890
Résultat avant impôt	31 032
Variation des provisions réglementées :	
Amortissements dérogatoires	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour investissements	
Autres évaluations dérogatoires	
Total	31 032

CAPGEMINI CONSULTING SAS

Variation de la dette future d'impôt

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercices	
	31/12/2021	31/12/2020
Charges non déductibles l'année de comptabilisation :		
Participation des salariés	4 167	2 533
Congés payés		
Organic	460	406
Effort construction	80	53
Provisions réglementées :		
Provision IDR	10 715	9 742
Provision pour perte de change	56	23
Provision pour pertes à terminaison		
Provision pour restructuration		
Autres provisions		359
Ecart de conversion actif et passif :		
Ecart de conversion sur opérations couvertes	-17	15
Ecart de conversion sur opérations non couvertes	-47	39
Ecart de réévaluation des couvertures de change	14	-79
Autre provisions		
Divers :		
TOTAL	15 428	13 091
Taux d'impôt sur différences temporaires	28,41%	32,02%
IMPOTS DIFFERES	4 383	4 192
Allègements de la dette future d'impôt :		
Déficits reportables		
Provision pour investissement		
IMPOTS DIFFERES		

F. INFORMATIONS DIVERSES

F1. Effectifs moyens

Sur l'exercice 2021, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Effectif par catégorie	2021
Cadres	1 322
Agents de maîtrise et techniciens	2
Employés	58
TOTAL	1 382

F2. Identité de la société mère consolidante

Dénomination société mère	Forme juridique	Adresse siège social
CAPGEMINI	SE	11 RUE DE TILSITT - 75017 PARIS

Les comptes de la société sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes de la société Capgemini S.E.

F3. Engagements hors bilan

Engagements hors crédit-bail et engagements de location non résiliables

Engagements donnés - Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021
ENGAGEMENTS DONNES :	
- Engagements financiers :	
- Effets escomptés non échus	
- Avals et cautions (contrats) (1)	
- Autres	
- Autres engagements donnés :	
- Engagements de locations	
- Engagements d'achats et ventes de devises à terme auprès de Capgemini S.E (3)	
- Titres de participations	
- Autres (2)	
TOTAL	

Détailler les point (1) (2) (3) si nécessaire, sinon les supprimer du tableau

(3) Le recours croissant à la production délocalisée dans les centres situés en Inde mais aussi en Pologne expose le Groupe à des risques de change notamment sur une partie de ses coûts de production. Dans ce cadre, il a été mis en place une centralisation du risque de change sur transactions opérationnelle de ses filiales. A ce titre, la société fournit à Capgemini S.E. des déclarations périodiques de son exposition aux risques de change sur un horizon de 1 à 3 ans. Sur cette base, la société bénéficie de garanties de change internes octroyées par Capgemini S.E., cette dernière agissant en tant que banque interne. Ces couvertures de change prennent principalement la forme d'achats et de ventes à terme de devises. Les engagements ainsi pris par la société au 31 décembre 2021 sont les suivants :

Devise	Budget	Position	Base nominale en devise (milliers)	Mart to Market (K€)	Date début	Date de fin
GBP	2021	Achat	525,0	47,1	01/01/2021	31/03/2022
GBP	2021	Vente	414,9	- 37,2	01/01/2021	31/03/2022
INR	2021	Achat	56 535,9	2,4	01/01/2021	31/03/2022
INR	2021	Vente	35 747,8	- 2,4	01/01/2021	31/03/2022
PLN	2021	Achat	500,0	- 5,5	01/01/2021	31/03/2022
PLN	2021	Vente	500,0	5,5	01/01/2021	31/03/2022
USD	2021	Achat	710,0	37,0	01/01/2021	31/03/2022
USD	2021	Vente	635,2	- 33,1	01/01/2021	31/03/2022
GBP	2022	Achat	2 450,0	88,9	01/01/2022	31/03/2023
INR	2022	Achat	176 000,0	- 4,7	01/01/2022	31/03/2023
PLN	2022	Achat	14 000,0	- 78,7	01/01/2022	31/03/2023
PLN	2022	Vente	10 500,0	59,0	01/01/2022	31/03/2023
USD	2022	Achat	1 900,0	50,1	01/01/2022	31/03/2023
INR	2023	Achat	85 785,9	26,0	01/01/2023	31/03/2024
INR	2023	Vente	785,9	- 0,4	01/01/2023	31/03/2024
PLN	2023	Achat	7 000,0	- 49,2	01/01/2023	31/03/2024
INR	2024	Achat	42 500,0	6,9	01/01/2024	31/03/2025
PLN	2024	Achat	3 500,0	- 24,0	01/01/2024	31/03/2025

Engagements reçus - Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021
ENGAGEMENTS RECUS :	
- Engagements financiers :	
- Effets escomptés non échus	
- Avals et cautions (contrats)	
- Autres	
- Autres engagements reçus :	
- Garanties reçues de clients	
- Garanties de passif sur acquisition de titres de participation (1)	12
TOTAL	12

(1) Garantie liée à l'acquisition de French Bureau - Echeance 02/11/2023

Crédit-bail et engagements de location non résiliables

	NEANT		
	Matériel informatique	Autres	Total
VALEUR DU BIEN			
AMORTISSEMENTS :			
· Cumuls exercices antérieurs			
· Dotations de l'exercice			
· Annulations de l'exercice			
REDEVANCES PAYEES :			
· Cumuls exercices antérieurs			
· Exercices			
REDEVANCES RESTANT A PAYER :			
· A un an au plus			
· A plus d'1 an et 5 ans au plus			
· A plus de 5 ans			
VALEUR RESIDUELLE :			
· A 1 an au plus			
· A plus d'1 an et 5 ans au plus			
· A plus de 5 ans			
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE			

F4. Liste des filiales et des participations

Montants exprimés en milliers d'euros	Valeur comptable des titres détenus		Pourcentage de détention	Capitaux propres	Résultat du dernier exercice clos	Chiffre d'affaires	Dividendes reçus de la filiale
	Brute	Nette					

A. Renseignements concernant les filiales et participations

1. Filiales (+50% capital détenu)

JUNE 21 SAS	21 320	21 320	100	2 654	202	4 472	2 000
IDEAN CAPGEMINI CREATIVE STUDIOS	12 197	12 197	100	4 364	1 448	19 476	527
FRENCH BUREAU	23 438	23 438	100	1 029	369	7 646	

2. Participations (10 à 50% du capital détenu)

TOTAL	56 955	56 955					

F5. Engagements sur le personnel

Engagements de retraite et assimilés

La variation de la provision pour indemnités de départ à la retraite entre le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2021 s'analyse comme suit :

Provision d'indemnités de départ à la retraite Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2020	Variation	31/12/2021
Engagement de retraite	13 543	631	14 174
Pertes et gains actuariels non comptabilisés	(3 799)	341	(3 458)
Coûts des services passés non financés			0
PROVISION D'INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE	9 744	972	10 716

Valeur actuelle de l'engagement de retraite Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021
Valeur actuelle de l'engagement au 1er janvier 2021	13 543
Charge d'intérêts	58
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 048
Prestations servies	(260)
Changement de périmètre	12
Ecart actuariel	273
Autres mouvements ("cessation d'emploi")	(500)
VALEUR ACTUELLE DE L'ENGAGEMENT AU 31 décembre 2021	14 174

Impact de la provision pour indemnité de départ à la retraite sur le résultat 2021 Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021
Coût des services rendus au titre de l'exercice	1 048
Charge d'intérêts	58
Amortissement des écarts actuariels (méthode corridor)	580
Coût des services passés	
Prestations servies	(260)
Autres mouvements ("cessation d'emploi")	(371)
CHARGE COMPTABILISEE EN RESULTAT	1 055

Bénéficiaires pris en compte pour l'évaluation de l'engagement Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021
Nombre de bénéficiaires	1 372
Durée moyenne de vie active restante dans l'entreprise (en années)	5
Age moyen des bénéficiaires (en années)	33

F6. Rémunération des organes de direction

La rémunération des dirigeants n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à mentionner des rémunérations individuelles.

Par ailleurs, aucune avance ou crédit n'a été accordé aux dirigeants sociaux.

F7. Information concernant les parties liées

Il n'y a aucune transaction avec des parties liées significatives conclues à des conditions anormales de marché.

G. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Afin de permettre le développement et la position, dans le domaine de l'innovation digitale, de design et de transformation, de la société Capgemini Consulting S.A.S. avec les activités de la marque Capgemini Invent du groupe Capgemini auprès de comptes industriels sur lesquels la branche d'activité « frog Design » de la société Altran Lab S.A.S. est présente, la société Altran Lab S.A.S. et la Société ont conclu une convention d'apport partiel d'actif de cette branche d'activité au profit de cette dernière, en date du 18 février 2022.

Aux termes des décisions du 1er avril 2022, l'associé unique de la Société a approuvé l'apport partiel d'actif, réalisé au bénéfice de la Société par la société Altran Lab S.A.S, de l'ensemble des éléments d'actif et de passif composant à cette date sa branche d'activité « frog Design ». Cet apport a été effectué pour un montant net au moins égal à 1 757 406,43 € - dont 235 760 € à titre d'augmentation de capital et au moins 1 521 646, 43 € à titre de prime d'apport - moyennant l'attribution au profit de la société Altran Lab S.A.S. de 29 470 actions nouvelles de 8 € ;

Après l'apport partiel d'actif de l'activité « frog Design », le capital social de la Société, est au 1er avril 2022, de 31 013 336 euros et réparti entre les deux associés, comme suit :

- Capgemini France S.A.S. : 99,90%
- Altran Lab S.A.S : 0,10%